

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 25 NOVEMBRE 2025 à 19h00**

□□□

Nombre de conseillers

- ♦ en exercice : 29
- ♦ présents : 22
- ♦ votants : 29

□□□

Président : R. DETANG, Maire

Présents : Mr R. DETANG, Mme I. PASTEUR, Mr M. JELLAL, Mme C. GOZZI, MM P. SCHMITT, V. GNAHOUROU, Mme K. BOUZIANE LAROUSSI, MM K. SOUVANLASY, S. AWOUNOU, D. REUET, Mme E. PREIONI VINCENT, MM S. BOULOGNE, H. EL KRETE, Mmes V. BACHELARD, C. FROIDUROT, S. PANNETIER, Mr J. THOMAS, Mmes M. GANHY, N. COMBELONGE, V. DOS SANTOS, MM M. MANUELIAN, M. TAYEBI

Excusés : Mmes S. MUTIN (pouvoir à C. GOZZI), P. BONNEAU (pouvoir à V. GNAHOUROU), A. MALACLET (pouvoir à S. PANNETIER), Mr M. BAMBA (pouvoir à I. PASTEUR), Mme N. BINGGELI (pouvoir à M. JELLAL), MM S. KENCKER (pouvoir à V.DOS SANTOS), B. MILLOT (pouvoir à N. COMBELONGE)

Date de convocation
18 novembre 2025

Secrétaire de séance : Catherine GOZZI, Adjointe au Maire

Date d'affichage
27 novembre 2025



10.VILLE DE QUETIGNY – MISE EN PLACE DE MESURES DE RESPONSABILISATION

Décision : Unanimité

Chaque année, l'équipe éducative du Collège Jean Rostand est amenée à prononcer des sanctions à l'égard de jeunes collégiens en raison de comportements et/ou de paroles jugés non conformes au règlement intérieur. Ces sanctions peuvent notamment se traduire par des exclusions temporaires, contraignant donc les élèves à ne plus fréquenter le collège sur une durée pouvant aller de 1 à 8 jours.

Dans le but d'éviter la simple mise à l'écart, souvent contre-productive pour les élèves concernés, ou encore d'aggraver leur situation (personnelle, affective...), il est proposé la mise en place de mesures de responsabilisation encadrées par une convention entre la Ville de Quetigny et le collège Jean Rostand.

Le décret n° 2019-906 du 30 août 2019 encadre la mise en œuvre de mesures de responsabilisation alternatives ou complémentaires aux sanctions traditionnelles. Ces dernières visent à impliquer l'élève dans une démarche éducative, à réparer symboliquement ses actes et à favoriser sa réintégration positive au sein de l'établissement.

Les mesures de responsabilisation permettront donc aux jeunes concernés de participer à des activités de solidarité, culturelles, de formation ou à l'exécution d'une tâche à des fins éducatives pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures.

Les objectifs globaux sont les suivants :

- Offrir aux élèves une alternative éducative à l'exclusion temporaire.
- Encourager la prise de conscience des conséquences de leurs actes.

- Renforcer le lien entre l'élève, sa famille et l'établissement scolaire.
- Prévenir le décrochage scolaire en maintenant une continuité éducative.
- Favoriser la construction d'un parcours éducatif basé sur la découverte de métiers et/ou de l'engagement bénévole.

Rattachement au programme municipal :

PEDT (Projet Educatif De Territoire) – Parcours éducatif 0/25 ans
CTG – Prévention du décrochage scolaire

Les types d'activités proposées sont les suivants :

- Participation à des ateliers de sensibilisation (harcèlement, citoyenneté, respect des règles...).
- Actions d'intérêt collectif (petites réparations sous supervision, nettoyage...).
- Travaux pédagogiques spécifiques (rédaction d'une lettre de réflexion, recherche sur les valeurs de la République, la citoyenneté, mise en lumière des principes du « Vivre ensemble », ...).
- Stages auprès d'associations partenaires (solidarité, environnement, médiation...).

Dans ce cadre, le Conseil Municipal décide :

- D'émettre un avis favorable à la mise en place de mesures de responsabilisation,
- D'approuver le projet de convention **joint en annexe 2**,
- D'autoriser le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait à Quetigny, le 26 novembre 2025
Copie Certifiée Conforme,




Rémi DETANG
Maire de Quetigny
Vice-Président de Dijon Métropole
Président de l'EPFL de Côte d'Or